

En France, une rage antisystème

EUROPE : LA DÉMOCRATIE EN CRISE 616 En 2005, le non au projet de Constitution européenne a fait voler en éclats le clivage gauche-droite. Trois ans plus tard, le Parlement contournait la volonté populaire en adoptant le traité de Lisbonne. Depuis, le discrédit des élus n'a cessé de grandir. Jusqu'à la colère des « gilets jaunes »

MULHOUSE (HAUT-RHIN) - *envoyé spécial*

Où ailleurs qu'en France trouve-t-on 250 personnes, un vendredi soir venteux dans une triste salle des fêtes de banlieue, pour s'exercer, pendant plus de quatre heures, à réécrire la Constitution de leur pays ? Cette inépuisable passion française pour la politique avait rendez-vous, vendredi 3 mai au soir, à l'espace Léo-Lagrange de Wittenheim (Haut-Rhin), où les « gilets jaunes » de la région de Mulhouse accueillent Etienne Chouard pour un exercice d'« atelier constituant ». Le professeur de droit et d'économie, qui s'était fait connaître en 2005 par son opposition argumentée au Traité constitutionnel européen (TCE), est devenu le maître à penser du mouvement de contestation. Il est un promoteur farouche du référendum d'initiative citoyenne (RIC), cette revendication principale des ronds-points. Depuis décembre 2018, on l'appelle de partout en France.

Chouard, 62 ans, est accueilli à Wittenheim comme une rock star. Le professeur en BTS au lycée Marcel-Pagnol de Marseille est à la retraite depuis trois jours. Il peut enfin se consacrer à son activité militante à temps plein. Sa semaine donne le tournis. Mercredi 1^{er} mai : manifestation à Paris. Le 2 : déplacement à Londres pour soutenir Julian Assange, puis retour à Paris pour son émission hebdomadaire sur Sud Radio, où il a invité Elisabeth Lévy, directrice de la rédaction du magazine *Causeur*. Le 3 : débat avec l'économiste Olivier Delamarche, puis déjeuner avec Aurélien Enthoven, le fils du philosophe Raphaël Enthoven et de Carla Bruni, qui a annoncé son engagement pour le « frexit » François Asselineau, atelier constituant le soir à Mulhouse. Le 4 : débat à Paris avec l'essayiste belge conspirationniste Michel Collon sur « la médiabolisation des "gilets jaunes" ». Le 5 : atelier constituant à Saint-Etienne...

CONJONCTION DES CRISES

« Jusqu'à 2004, j'étais un électeur socialiste lambda, explique-t-il. J'avais voté oui les yeux fermés au référendum sur le traité de Maas-

tricht, en 1992. » Puis est arrivée la campagne pour le référendum sur le TCE de 2005. Chouard découvre *Le Monde diplomatique* et l'émission de France Inter « Là-bas si j'y suis » : Daniel Mermet, Frédéric Lordon, Serge Halimi, Cornelius Castoriadis le subjuguent. « *Quand Fabius a appelé à voter non, ça m'a étonné. J'ai acheté son livre* », raconte-t-il. Il se met à étudier le traité de fond en comble. Sa religion est faite : c'est non. Il rédige un texte pour résumer ses arguments : « Cinq raisons pour voter non ». Mis en ligne, il fait un tabac dans une campagne dominée par la condescendance des leaders du oui. « *C'est l'effet Internet, explique-t-il. Pour la première fois, les électeurs ont eu directement accès aux sources, sans l'intermédiaire des hommes politiques et des partis.* »

Le non l'emporte avec 54,68 % des voix et 69,36 % de participation, les « nonistes » sont traités d'« irresponsables ». La gauche – en particulier le PS – explose, la droite met ses divisions sous le tapis. Pour la première fois, le clivage droite-gauche n'est plus pertinent en France. L'année 2005 marque ainsi le point de départ de la crise démocratique. Trois ans plus tard, Nicolas Sarkozy, devenu président, fait ratifier par le Congrès le traité de Lisbonne, qui recycle la quasi-totalité du TCE rejeté par les Français puis les Néerlandais. Les élus ont contourné la volonté populaire exprimée par référendum. La boucle est bouclée.

Chouard, lui, poursuit sur sa lancée. Il affirme avoir lu « trois à quatre mille livres » et arrive à deux conclusions : le seul mode de gouvernement réellement démocratique est le référendum d'initiative citoyenne (ou populaire) « en toutes matières et écrit par nous-mêmes », précise-t-il ; seul le tirage au sort peut mettre fin à l'oligarchie entretenue par la démocratie représentative. Car, pour lui, le système électoral, accaparé par les « riches » et les « puissants », conduit à la désignation de fondés de pouvoir chargés de protéger « les intérêts de leurs maîtres ». Le seul type de mandat électoral qu'il juge acceptable est révocatoire à tout moment. Pour le meilleur et pour le pire, il faut le prendre au sérieux, car son audience sur Internet est massive.

La crise de la représentation n'a fait, depuis, que s'amplifier et se mêler à deux autres crises majeures : celle, civilisationnelle, ouverte par le 11-Septembre, amplifiée en France par les attentats djihadistes à partir de 2012 ; et celle, économique, de 2008, qui a ébranlé la confiance dans le système financier et le capitalisme. Jusque-là, libéralisme économique et politique sont allés de pair dans la construction des démocraties occidentales. L'un comme l'autre sont sortis éreintés. La mondialisation, au carrefour de l'économie (libre-échange), de l'identité (migrations) et du politique (construction européenne), est désormais « la » cible. La question de la souveraineté est alors revenue en force en France, ce pays si sensible à sa propre grandeur.

Cette conjonction de crises a débouché sur la déflagration de la présidentielle 2017, où aucun des partis de gouvernement n'a réussi à qualifier son candidat pour le second tour. Emmanuel Macron, loin d'être un rempart

contre le déagisme ambiant, a été l'instrument de cette tempête inédite. Son populisme « d'en haut », mélange de néolibéralisme high-tech et d'élitisme technocratique, a balayé partis, syndicats et corps intermédiaires... avant d'être lui-même percuté de plein fouet par le populisme « d'en bas » des « gilets jaunes ». Comme Macron, ils se revendiquent « ni de droite ni de gauche » – ou l'un et l'autre tout à la fois –, mais ne croient plus au « système » que lui veut sauver.

Retour à Mulhouse, où Etienne Chouard commence par un long exposé sur le RIC. Il est accompagné par son ami Dominique Gaigne, architecte et professeur de yoga, dans un numéro de duettistes bien rodé. Chouard parle institutions et Gaigne développement personnel. L'exercice s'apparente parfois à une thérapie de groupe, un atelier de réparation de vies brisées. Avec son teint hâlé et sa voix soyeuse, Chouard captive son auditoire, qui est de tous âges et de condition modeste : quelques jeunes alters, beaucoup de retraités, des fonctionnaires territoriaux, professeurs, autoentrepreneurs, chômeurs, une France sur le fil du rasoir. L'assistance compte aussi

un militant régionaliste et un petit groupe de jeunes convertis à l'islam, dont un rappeur communiste et l'auteur des insultes antisémites à Alain Finkielkraut, qui n'a pas voulu s'exprimer avant son procès, qui a eu lieu le 22 mai. Le procureur a demandé six mois de prison avec sursis.

Malgré l'aridité du sujet, le public est ravi d'être pris en main par cet instituteur à l'ancienne, qui explique enfin les mécanismes de la dette et ne cesse de dire : « *Vous pouvez vous tromper, ce n'est pas grave.* » Dans la salle, s'exprime la nostalgie d'une époque où les choses étaient simples, d'un monde où le savoir était synonyme de progrès, d'une société où chacun exerçait un vrai métier qui permettait de vivre décemment. Il y a, chez Chouard, le fantasme d'un temps d'avant le capitalisme et la révolution, quand le capitalisme et la bourgeoisie n'avaient pas encore triomphé. Un monde sans Turgot, Thiers ou Pompidou. Il est en phase avec cette France des « petites gens », qui en veut à son roi-président jupitérien de l'avoir bernée.

Arrivent les travaux pratiques. La salle se répartit en petits groupes de cinq ou six. Les discussions partent dans tous les sens. C'est l'occasion pour chacun d'apprendre à écouter l'autre. C'est aussi le moment où certains réalisent que la politique, ce n'est pas si simple : « *On commence par écrire une loi et on se rend compte qu'il en faut cinquante derrière à cause des conséquences,* résume un participant. *Et à la fin, on se retrouve à faire tout un programme politique.* » Certains veulent lier la citoyenneté à l'impôt, d'autres, abolir la propriété. C'est stimulant et dérisoire tout à la fois :

« *Il n'y a qu'à interdire aux banques de prendre des intérêts.*

– *Mais pourquoi prêteraient-elles de l'argent alors ? Comment on va faire pour acheter une maison ?*

– *A quoi ça sert d'acheter une maison ? Il faut vraiment posséder les choses ?* »

Le « traitement » infligé aux élus résume leur discrédit et le mépris qu'ils inspirent : on veut limiter leur salaire au smic, rendre leur mandat impératif, sans se demander qui, dans ces conditions, voudrait exercer une charge aussi dépourvue d'intérêt. Ces vexations disent aussi, en creux, le pouvoir démesuré prêté par les Français à leurs élus, ces nouveaux prêtres de la religion républicaine.

DÉRAPAGES ET COMLOTISME

La rencontre entre Chouard et les « gilets jaunes » s'est faite naturellement, début décembre, quand le RIC est apparu dans la liste de leurs 42 revendications. Sa bonhomie les enchante. Priscillia Ludosky, une des leaders des « gilets jaunes », a préfacé son ouvrage *Ecrire nous-mêmes la Constitution. Exercices d'entraînement pour préparer un processus constituant populaire* (Talma studios, 112 pages, 9,90 euros). Mais le Chouard de 2019 n'est plus celui de 2005. Tout comme le déficit démocratique de 2005 s'est transformé en crise aiguë en 2019, les opposants au « système », comme Chouard, se sont radicalisés. La suspicion a fait place au complotisme, la contestation à l'invective, la libération de la parole aux dérapages, l'autodidactisme au confusionnisme. Chouard représente bien le « gilet jaune » : chaleureux, généreux, naïf, idéaliste, mais aussi tolérant avec les intolérants, crédule envers les théories du complot, caricatural dans ses outrances. La rigueur de sa démonstration de 2005 a laissé la place aux mensonges sur le pacte sur les migrations de Marrakech ou sur le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle.

Pour Chouard, tout le monde est légitime à s'exprimer sauf les « riches », sans que l'on sache à partir de quel niveau cela commence.

Pour lui, on peut débattre de tout et avec tout le monde, y compris les racistes, les antisémites et les fascistes : « *Je suis peut-être naïf, mais je pense mieux résister au fascisme en parlant de démocratie aux fascistes qu'en les insultant.* » Il est persuadé que le racisme disparaîtra avec l'égalité et la prospérité. Il ajoute : « *Mélenchon voit Buisson et ça ne pose problème à personne. Quand moi je vois Soral, je deviens le diable.* »

C'est en vertu de ce principe qu'il a rencontré l'essayiste d'extrême droite Alain Soral à trois reprises – il dit qu'il ne le ferait plus aujourd'hui – et que la gauche radicale, de Frédéric Lordon aux black blocs, ne veut plus entendre parler de lui. Il en est vexé, lui qui se revendique « *de gauche* », mais se situe, en fait, entre Mélenchon et Asselineau. Pour aggraver son cas, il assume son conspirationnisme envers tous les pouvoirs, qui se limitent trop souvent à ce qu'il appelle « *l'empire* » – américain bien sûr. Il n'a évidemment pas confiance dans les médias « *mainstream* », achetés par les « riches ». C'est au nom de cela qu'il défend Assange et doute de l'origine des attentats du 11-Septembre.

A Wittenheim, la soirée s'achève à minuit et demi passé. « *Presque aussi long que Macron* », s'esclaffe une femme. Le public ne veut pas lâcher Chouard :

« *Vous pensez qu'ils nous laisseront faire le RIC ?*

– *Si on le demande, on l'aura jamais. C'est pour ça que nous devons l'écrire nous-mêmes* », répond-il.

« *Vous pensez qu'on le verra de notre vivant ?*

– *Peut-être pas. Mais nous n'avons pas le droit de renoncer, pour nos enfants.* »

Ils repartent gonflés à bloc : « *On lâche rien !* » Une dernière question sur le parking : « *Et aux européennes, on vote quoi, alors ?* » La révolution attendra encore un peu. ■

CHRISTOPHE AYAD